

Bundesstrafgericht
Tribunal pénal fédéral
Tribunale penale federale
Tribunal penal federal



Numéro du dossier: SK.2019.19

Ordonnance du 3 juillet 2019

Cour des affaires pénales

Composition

La juge pénale fédérale Nathalie Zufferey Francioli,
juge unique et la greffière Joëlle Fontana

Parties

B., représenté par Maître Daniel U. Walder,

contre

MINISTÈRE PUBLIC DE LA CONFÉDÉRATION,
représenté par Mme Graziella de Falco Haldemann,
Procureure fédérale,

et

A., défendu par Maître Alexander Troller, avocat,

ainsi que

les parties plaignantes:

1. **C1.**,
2. **C2.**,
3. **C3.**,
4. **C4.**,
5. **C5.**,
6. **C6.**,
7. **C7.**,
8. **C8.**,
9. **C9.**,
10. **C10.**,
11. **C11.**,

12. C12.,

13. C13.,

représentées par Maître Jean-Marc Carnicé,
avocat

Objet

Opposition à une ordonnance pénale
(art. 352 à 356 CPP)

Faits:

- A.** Le 8 septembre 2009, le Ministère public de la Confédération (ci-après: MPC) a ouvert une procédure pénale SV.09.0135 à l'encontre d'A., B. et inconnus, notamment pour soupçons de blanchiment d'argent qualifié (art. 305^{bis} ch. 1 et 2 CP) et faux dans les titres (art. 251 CP).

Cette procédure a été étendue à D., lequel a également été mis en prévention pour les chefs d'escroquerie par métier (art. 146 al. 1 et 2 CP), abus de confiance (art. 138 ch. 1 et 2 CP) et gestion déloyale aggravée (art. 158 ch. 1 3^e § et ch. 2 CP), entre le 19 novembre 2009 et mai 2018.

Le 8 septembre 2015, la procédure SV.14.1581 ouverte à l'encontre d'E. et F. des chefs de blanchiment d'argent aggravé (art. 305^{bis} ch. 1 et 2 CP) a été jointe à la procédure SV.09.0135.

En date du 1^{er} octobre 2018, le MPC a informé les parties à la procédure SV.09.0135, soit les cinq prévenus et les treize parties plaignantes, les sociétés C., du fait que l'instruction pénale était complète et qu'il entendait la clôturer prochainement par un acte d'accusation.

- B.** Le 15 février 2019, le MPC a rendu une ordonnance pénale à l'encontre d'A., le condamnant à une peine privative de liberté de six mois, avec sursis durant cinq ans, pour blanchiment d'argent aggravé (art. 305^{bis} ch. 1 et 2 CP), ordonnant la restitution d'USD 250'000 à G., ainsi que le solde des avoirs patrimoniaux déposés sur la relation bancaire n° 1 ouverte au nom d'A. près la banque H. SA aux parties plaignantes. Des frais de procédure par CHF 42'130 ont été mis à la charge d'A.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties à la procédure SV.09.0135, soit à A., à B., D., E. et F., ainsi qu'aux parties plaignantes.

- C.** En date du 20 février 2019, le MPC a déposé un acte d'accusation à l'encontre de D., B., E. et F., par devant la Cour des affaires pénales du Tribunal pénal fédéral, des chefs d'escroquerie par métier (art. 146 al. 1 et 2 CP), gestion déloyale aggravée (art. 158 ch. 1 3^e § et ch. 2 CP) ou abus de confiance (art. 138 ch. 1 et 2 CP), blanchiment d'argent aggravé (art. 305^{bis} ch. 1 et 2 CP), faux dans les titres (art. 251 CP), banqueroute frauduleuse (art. 163 ch. 1 CP), obtention frauduleuse d'une constatation fausse (art. 253 CP) et violation de l'obligation de communiquer (art. 37 LBA).

- D.** Le 1^{er} mars 2019, B. a formé opposition à l'ordonnance pénale du 15 février 2019, concluant à ce que l'ordonnance pénale soit annulée et A. renvoyé en accusation

avec les quatre autres prévenus. Subsidiairement, il concluait à la modification du chiffre 4 du dispositif de l'ordonnance attaquée, en ce sens que la somme d'USD 250'000 devant être restituée à G., soit allouée, dans la procédure SV.12.0744, en instance de classement, aux deux autres coprévenus de G. dans dite procédure, soit I. et B.

- E.** Le 7 mars 2019, par son conseil, B. a formé opposition à l'ordonnance pénale du 15 février 2019, notifiée le 25 février 2019, arguant, formellement, de l'absence d'ordonnance de disjonction et, matériellement, d'une violation du principe de l'unité de la procédure. Il concluait à ce qu'A. soit renvoyé en accusation avec les quatre autres prévenus.
- F.** En date du 28 mars 2019, le MPC a transmis à la Cour des affaires pénales du Tribunal pénal fédéral (ci-après: la Cour), l'ordonnance pénale du 15 février 2019 et les oppositions de B., concluant à la validité de l'ordonnance pénale, ainsi qu'à son maintien et à l'irrecevabilité des oppositions. Sur invitation de la Cour, le MPC a fourni le dossier de la procédure en date du 30 avril 2019.
- G.** Les 9 avril, puis 3 mai 2019, B. prenait des déterminations spontanées suite à la prise de position du MPC du 28 mars 2019, réitérant les conclusions formulées en date du 1^{er} mars 2019.
- H.** Par lettre du 7 mai 2019, la Cour a invité les parties, soit B., par son conseil, le MPC, A. et les parties plaignantes, à se prononcer exclusivement sur la validité de l'ordonnance pénale et de l'opposition.
- I.** Le MPC a renvoyé à ses observations du 28 mars 2019 (voir *supra* Faits, let. E); A., par son défenseur, a conclu à la validité de l'ordonnance pénale et à l'irrecevabilité de l'opposition, tout comme l'ont fait les parties plaignantes, par leur conseil.
- J.** En date du 29 mai 2019, B. a conclu à la validité de son opposition et à l'invalidité, voire à la nullité de l'ordonnance pénale.

La Cour considère en droit:

- 1.** La compétence de la Cour à raison de la matière est donnée, en application de l'art. 24 al. 1 let. a du code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 (CPP; RS 312.0). Celle du juge unique l'est, en application de l'art. 19 al. 2 let. b CPP, en relation avec l'art. 36 al. 2 de la loi fédérale sur l'organisation des autorités pénales de la Confédération du 19 mars 2010 (LOAP; RS 173.71)

- 2.** Lorsque le ministère public décide de maintenir l'ordonnance pénale, il transmet sans retard le dossier au tribunal de première instance en vue des débats (art. 356 al. 1 1^{re} phrase CPP). A teneur de l'art. 356 al. 2 CPP, le tribunal statue sur la validité de l'ordonnance pénale et de l'opposition. Le tribunal vérifie que les conditions de validité de l'opposition, mentionnées à l'art. 354 al. 1 et 2 CPP, sont remplies (CHRISTIAN SCHWARZENEGGER, *in* Kommentar zur Schweizerischen Strafprozessordnung [StPO], 2014, n° 2 *ad* art. 356).
- 2.1** Outre le prévenu, peuvent, en particulier, former opposition contre l'ordonnance pénale devant le ministère public, par écrit et dans les dix jours, les autres personnes concernées (art. 354 al. 1 let. a et b CPP). L'art. 354 al. 1 let. b CPP – tout comme l'art. 382 al. 1 CPP relatif à la qualité pour recourir des autres parties – requiert de l'opposant qu'il soit au bénéfice d'un intérêt juridiquement protégé. Le simple fait d'être touché de manière indirecte ou effective ne suffit pas (arrêt du Tribunal fédéral 6B_233/2018, 6B_236/2018 du 7 décembre 2018 consid. 6.2.1; ATF 141 IV 231 consid. 2.3 ss, p. 232 ss; arrêts du Tribunal fédéral 6B_981/2017 du 7 février 2018 consid. 2.2, 6B_410/2013 du 5 janvier 2016 consid. 3.5). Parmi les autres personnes concernées figurent celles qui sont touchées par une mesure de confiscation au sens des art. 69 à 73 CP (NIKLAUS SCHMID/DANIEL JOSITSCH, *Schweizerische Strafprozessordnung – Praxiskommentar*, 3^e édition, 2018, n° 4 *ad* art. 354; arrêt du Tribunal fédéral 6B_410/2013 du 5 janvier 2016 consid. 3.5).
- 2.2** Les oppositions de B. ont été formées en date des 1^{er} et 7 mars 2019 devant le MPC, soit dans le délai de dix jours à compter de la notification de l'ordonnance pénale attaquée, laquelle a eu lieu le 25 février 2019.
- 2.3** S'agissant de la qualité pour former opposition, dans sa prise de position du 29 mai 2019, B. se prévaut de l'art. 354 al. 1 let. b CPP. De son point de vue, il aurait un intérêt juridiquement protégé à s'opposer à l'ordonnance pénale attaquée, en tant qu'elle viole le principe de l'unité de la procédure posé à l'art. 29 CPP. Selon l'ordonnance pénale, B. serait coauteur et participant à une bande avec A., ce qui justifierait qu'ils soient jugés ensemble.

Dans son opposition du 1^{er} mars 2019, complétée en dates des 9 avril et 3 mai 2019, B. se prévaut également de la qualité d'ex-directeur et de liquidateur de la société J. AG, société à laquelle aurait en réalité dû être restituée la somme d'USD 250'000.

Dans leurs déterminations respectives, les autres parties à la procédure nient en substance la qualité pour agir de l'opposant, en application de l'art. 354 al. 1 let. b CPP.

- 2.4** B. ne peut se prévaloir de la qualité prévue à l'art. 354 al. 1 let. b CPP d'autre personne concernée par l'ordonnance pénale attaquée, en tant que dite ordonnance pénale, rendue à l'encontre d'A., n'a aucun effet préjudiciel à son égard, nonobstant les mentions de coaction ou de participation à une bande de B. y figurant. Dans le complexe de faits reproché par le MPC dans l'acte d'accusation du 20 février 2019, la culpabilité de B. est encore à prouver et il aura l'occasion de se défendre et donc de faire valoir ses droits en tant que prévenu dans le cadre de la procédure le concernant.
- 2.5** B. échoue également à démontrer qu'il serait directement touché par une mesure de confiscation, ou, en l'espèce, de restitution, prise dans l'ordonnance pénale attaquée. De son point de vue, la somme restituée à G. appartiendrait à la société J. AG. A cet égard, il appert de constater qu'il n'a pas formé opposition au nom de dite société, mais en son propre nom, et qu'à ce titre, il ne produit aucun document pour se légitimer, ni en tant qu'ex-directeur, ni en tant que liquidateur de la société J. AG. Au surplus, l'opposant ne démontre pas quels droits il aurait sur cette somme d'USD 250'000.
- 2.6** Au vu de ce qui précède, B. n'a aucun intérêt juridiquement protégé pour former opposition. Faute de qualité pour agir, les oppositions formées par B. ne sont pas valables. Partant, il n'est pas entré en matière sur ces oppositions (NIKLAUS SCHMID/DANIEL JOSITSCH, *op. cit.*, n° 43 *ad art.* 356).
- Si aucune opposition n'est valablement formée, l'ordonnance pénale est assimilée à un jugement entré en force (art. 354 al. 3 CPP).
- 3.** En l'absence de disposition spécifique, les frais et indemnités dans la procédure sont réglés selon les critères généraux de celui qui obtient gain de cause et celui qui succombe (ordonnance de la Cour des affaires pénales du Tribunal pénal fédéral SK.2017.51 du 22 janvier 2018, consid. 8 et les réf. citées). A teneur de l'art. 421 al. 1 CPP, l'autorité pénale fixe les frais dans la décision finale. Lorsque l'opposition n'est pas valable, les frais de la procédure judiciaire doivent en principe être supportés par l'opposant qui succombe (ordonnance de la Cour des affaires pénales du Tribunal pénal fédéral SK.2016.33 du 6 septembre 2016 consid. 4 et les réf. citées).
- 3.1** Conformément aux art. 422 ss CPP en lien avec l'art. 73 LOAP et les art. 1 al. 4, 5 et 7 du règlement du Tribunal pénal fédéral du 31 août 2010 sur les frais, émoluments, dépens et indemnités de la procédure pénale fédérale (RFPPF; RS 173.713.162), l'émolument forfaitaire est arrêté à CHF 800 et mis à la charge de B.

- 3.2** A. conclut à l'octroi d'une indemnité pour ses frais de défense de CHF 967 (soit 2,4175 heures au tarif horaire de CHF 400). A teneur des art. 10, 11 al. 1 et 12 al. 1 RFPPF et vu la pratique de la Cour fixant le tarif horaire de l'avocat à CHF 230 (v. ég. ATF 142 IV 163 consid. 3.1.2), l'indemnité allouée à A. est arrêtée à CHF 600 ($[230 \times 2,4175] \times 7,7\%$, somme arrondie) et mise à la charge de B.
- 3.3** Les parties plaignantes n'ont pas conclu à une indemnisation. En application de l'art. 12 al. 2 RFPPF, une indemnité de CHF 500 leur est allouée et mise à la charge de B.

Par ces motifs, la Cour prononce:

1. Il n'est pas entré en matière sur les oppositions formées par B. contre l'ordonnance pénale du 15 février 2019 rendue par le Ministère public de la Confédération à l'encontre d'A.
2. Les frais de procédure sont fixés à CHF 800 et mis à la charge de B.
3. Une indemnité de CHF 600 est octroyée à A. pour les dépenses occasionnées par la procédure et mise à la charge de B.
4. Une indemnité de CHF 500 est octroyée aux parties plaignantes pour les dépenses occasionnées par la procédure et mise à la charge de B.

Au nom de la Cour des affaires pénales
du Tribunal pénal fédéral

La juge unique

La greffière

Distribution (acte judiciaire):

- Ministère public de la Confédération, Madame Graziella de Falco Haldemann,
Procureure fédérale,
- Maître Alexander Troller,
- Maître Daniel U. Walder,
- Maître Jean-Marc Carnicé,

Après son entrée en force, la décision sera communiquée au Ministère public en tant qu'autorité d'exécution (art. 75 al. 1 LOAP).

Indication des voies de droit

Recours à la Cour des plaintes du Tribunal pénal fédéral

Un recours contre les ordonnances, les décisions et les actes de procédure de la Cour des affaires pénales du Tribunal pénal fédéral en tant que tribunal de première instance, exception faite des décisions de la direction de la procédure, peut être formé par écrit et motivé **dans un délai de 10 jours** auprès de la Cour des plaintes du Tribunal pénal fédéral (art. 393 al. 1 let. b et art. 396 al. 1 CPP; art. 37 al. 1 LOAP).

Le recours peut être formé pour les motifs suivants: violation du droit, y compris, l'excès et l'abus du pouvoir d'appréciation, le déni de justice et le retard injustifié, constatation incomplète ou erronée des faits et inopportunité (art. 393 al. 2 CPP).